

Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 46

p.a.f. 0,60 € - octobre 2014

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

L'austérité dans toutes les langues

Dans ce numéro:

Bombardements en Irak : à bas la nouvelle guerre impérialiste !

Ecosse : les marchands d'illusions nationalistes

Aéroport de Charleroi : la colère n'est pas partie en vacances

2000 étudiants dans la rue pour l'accès à l'enseignement supérieur

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Un jugement scandaleux

La Cour d'appel fédérale des USA vient de débouter l'action en justice introduite par le gouvernement irakien contre 90 sociétés occidentales, accusées d'avoir profité du programme « pétrole contre nourriture » pour s'enrichir par « la plus vaste entreprise de fraude financière de l'histoire ». Plus de 2 200 sociétés occidentales, dont les belges Atlas Copco, Janssen Pharmaceutical, Solar Turbines Europe, Pauwels International, ont en effet profité de ce programme mis en place au temps de l'embargo pour acheter par des commissions secrètes la signature de contrats auprès des autorités irakiennes.

Cette corruption à une échelle sans précédent s'est faite au vu et au su de tous les responsables de l'ONU et

des gouvernements occidentaux. Elle a alimenté de quelques milliards de dollars le régime de feu Saddam Hussein, et surtout de dizaines de milliards les entreprises occidentales, grâce au pétrole irakien.

Les juges américains n'ont donc pas cherché à nier ces faits incontestables. Ils se sont contentés de renvoyer dos à dos les corrupteurs occidentaux et les autorités irakiennes sous prétexte que « leur responsabilité était toute aussi grande ».

Il ne faut pas oublier que l'entourage, le milieu social des juges américains est le même que celui des actionnaires des entreprises qui ont profité de ce pillage. Ne dit-on pas qu'on ne mord pas la main qui vous nourrit ?

Victimes de la barbarie de nos temps modernes

500 migrants seraient morts au large de la Libye, leur bateau ayant été coulé par les passeurs eux-mêmes.

Mais cet acte odieux n'explique pas tout. Les interventions des pays occidentaux au Moyen Orient depuis plusieurs dizaines d'années ont

engendré dans la région le chaos et la misère. Et quand les pauvres de ces pays essayent de fuir et de trouver un refuge, ces mêmes puissances occidentales les pourchassent, leur opposent barbelés et patrouilles policières, ce qui les pousse à s'en remettre à ces douteux passeurs.



Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

A bas la nouvelle guerre au Moyen-Orient !

Après un vote au parlement qui avait allure de pure formalité alors que le travail logistique pour l'envoi des F-16 en Irak était déjà quasiment terminé, les engins de la mort belges ont déjà effectué leurs premiers vols dans le cadre de la guerre contre l'Etat Islamique en Irak.

Apparemment, il n'y avait rien à discuter, il s'agirait de notre sécurité.

Quel mensonge ! En quoi le fait de bombarder toute une région et de la plonger dans le chaos et la mort, peut bien garantir notre sécurité ?! Au contraire, ce nouveau déluge de destruction ne peut que susciter de nouvelles vocations terroristes.

Mais ce qui est particulièrement abject, c'est cette façon de mettre les musulmans d'ici en obligation de se désolidariser publiquement de ces bandes barbares. Comme si les musulmans avaient quelque chose à voir avec ces bandes d'assassins et n'étaient pas horrifiés, comme tout le monde !

Oui, ces atrocités sont insupportables. Oui, ceux qui se nomment « Etat Islamique » et qui martyrisent les minorités chrétiennes, les Yezidis, les chiites, les Kurdes, comme tous ceux qui ne veulent pas obéir à leurs lois, musulman ou pas, sont des barbares. Mais cette barbarie est le produit de la domination impérialiste et de ses guerres.

Les pays riches ont pris pied au Moyen-Orient pour son pétrole. Ils y ont façonné des États, renversé des régimes, noué des alliances avec des dictatures moyenâgeuses, pour pouvoir piller l'or noir dont regorge la région et accessoirement pour vendre des armes aux potentats alliés. Des armes que ces régimes féroces utilisent ensuite contre leurs propres peuples et contre l'Etat voisin.

Et lorsque dresser les États les uns contre les autres ne leur suffit pas pour imposer leur mainmise, les puissances impérialistes suscitent des bandes sans foi ni loi qu'elles arment et financent tant qu'elles leur sont utiles.

Les grandes puissances impérialistes désignent aujourd'hui l'Etat islamique, Al Qaida ou le Hamas comme leurs pires ennemis, mais tous ces groupes sont nés directement ou indirectement de leurs manigances. Le Hamas, à sa naissance, a été sponsorisé par les États-Unis et Israël pour faire pièce au Fatah. Al Qaida devait être le cheval de Troie de l'Occident en Afghanistan pour contrecarrer les Russes.

Ce qu'ils appellent la guerre contre le terrorisme est le énième épisode de la guerre conduite par une minorité de grands groupes capitalistes et leurs actionnaires ultra-riches pour dominer le monde. Et qu'elle puisse être menée avec la collaboration des dictatures comme l'Arabie Saoudite, où le bourreau décapite les condamnés à mort au sabre, montre que la barbarie ne se trouve pas seulement dans le camp dit « terroriste ».

Non, cette guerre n'est pas la nôtre !

Le piège serait de croire qu'il y a à choisir entre deux camps, celui des terroristes et celui des dirigeants impérialistes, alors qu'ils représentent les deux bouts d'un même bâton et qu'ils oppriment aussi férocement leurs peuples les uns que les autres.

L'intérêt des travailleurs est d'affirmer leur opposition viscérale aux terroristes qui visent à imposer leur dictature à leurs propres peuples. Mais au-delà, et plus que tout, ils doivent affirmer leur opposition absolue à l'impérialisme lui-même, c'est-à-dire à nos dirigeants qui ne se limitent pas à nous exploiter ici mais qui pillent et sèment les guerres infâmes aux quatre coins du monde.

Il en va de l'intérêt des travailleurs d'ici et de celui des pays opprimés.

C'est dans les grandes métropoles occidentales que réside le pouvoir des grands groupes capitalistes qui mettent la planète à feu et à sang. C'est à nous, ici, de les combattre.

Les peuples victimes de l'impérialisme doivent savoir que nous ne marchons pas dans les manœuvres de nos dirigeants et que nous sommes leurs alliés.

Lever le drapeau du mouvement ouvrier, le drapeau de la solidarité entre exploités et opprimés du monde entier, est la seule façon de prendre le contrepied de la montée de la barbarie que suscite la domination impérialiste sur le monde.

C'est la seule façon de s'opposer au chauvinisme, au racisme, à la xénophobie et à l'intégrisme qui rendent encore plus invivable la vie des populations déjà frappées par la crise.

Lever le drapeau de la révolution, c'est aussi la seule façon de redonner une perspective à la fraction de la jeunesse désespérée et dont l'idéal est d'en revenir à un passé barbare.

Cela dépend de la conscience des travailleurs et de leur capacité à mettre en avant leur propre politique.

Les effets de la Réforme de l'Etat en Flandre : la mise en oeuvre d'une politique anti-ouvrière

La 6e réforme de l'État, voulue par tous les partis flamands comme francophones, produit ses effets. Les gouvernements régionaux ont reçu de nouvelles compétences, mais pas tout le budget qui va avec.

Ainsi, le gouvernement flamand a reçu 10,6 milliards € pour exercer de nouvelles compétences, soit 755 millions de moins que lorsqu'elles étaient exercées par l'administration fédérale. A quoi s'ajoute une baisse de 226 millions € des revenus fiscaux du gouvernement flamand due à la mauvaise situation économique. Et un nouveau calcul du déficit qui prend en compte les partenariats public-privés, et les déficits d'organismes publics, tel que les sociétés de logements sociaux.

Au total, le gouvernement flamand de Geert Bourgeois (NVA) a donc décidé un plan d'économies de 1,106 milliards € en 2015 par :

- la suppression de 1.950 postes dans la fonction publique ;
- 48,5 millions € d'économies imposées à la VRT, de Lijn, et Kind & Gezin, l'équivalent de l'ONE francophone. La gratuité des transports, pour les plus de 65 ans notamment, sera supprimée ;
- l'augmentation du prix des crèches dont le tarif

minimum passera de 1,54 € par jour à 5 € (322% d'augmentation) ;

- la non indexation des allocations familiales ;
- l'augmentation du minerval de 619 € à 900 voire 950 € dans l'enseignement supérieur et universitaire, à quoi s'ajoute une économie de 20 millions d'euros pour l'enseignement secondaire ;
- l'augmentation des taxes sur l'eau et l'électricité ;
- le doublement de l'Assurance Soins flamande (obligatoire), de 25 à 50 € par an ;
- 190 millions d'économies aux associations sportives et culturelles.

Une politique chaudement approuvée par la Voka, l'organisation patronale flamande, qui considère qu'« elle place la Flandre sur la route du bien-être et de la prospérité ». Pour les riches, c'est sans doute vrai, mais les travailleurs peuvent déjà vérifier que ceux qui leur prétendaient que « plus d'autonomie » améliorerait leur situation leur ont menti. Aucun gouvernement n'est autonome face aux politiques dictées par les banques et le grand patronat qui, en fin de compte, ont empoché l'argent qui manque aujourd'hui dans les budgets régionaux.

La Wallonie n'est pas à la Fête !

Le gouvernement wallon veut diminuer le budget du Forem, ce qui se traduira par une diminution des emplois APE. 50 000 personnes travaillent aujourd'hui sous ces contrats précaires dans des secteurs aussi variés qu'éducateur, cantonnier, gardien de la paix, école de devoirs, livreur de repas à domicile assurés par le CPAS... Les musées, les maisons de quartiers, les centres culturels : tout ce qui permet aux travailleurs de prendre l'air, d'être actifs, de vivre dans des rues presque propres est menacé par cette décision.

Les contrats APE sont une honte et devraient être remplacés par des CDI. Mais le gouvernement wallon est aux petits soins pour les riches et les grosses entreprises et comme eux, il fait payer les travailleurs.

Palabreur professionnel

Di Rupo, revient dans la presse comme président du PS. Il dit « sentir approcher une catastrophe pour les citoyens » et dénonce le gouvernement « le plus à droite depuis la deuxième guerre mondiale » comme « aux ordres d'un certain patronat et des nantis ».

Il n'y a pas si longtemps Di Rupo se vantait d'avoir fait, comme chef du gouvernement, « le plus d'économie depuis la seconde guerre mondiale »... 22 milliards d'euros qui sont allés directement dans les coffres des banquiers !

Les travailleurs n'ont pas eu besoin d'attendre les paroles de Di Rupo pour sentir venir la catastrophe ! Qu'ils soient de gauche ou de droite, les politiciens servent tous la soupe aux patrons.



"Les vaches maigres"... c'est leur politique.

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère

Les négociateurs du futur gouvernement se sont mis d'accord pour attaquer les pensions : pour les fonctionnaires, ils envisageraient ainsi de calculer la pension sur les 15 ou même 20 dernières années de service, ce qui diminuera son montant, ou encore de supprimer les régimes d'exception qui permettent par exemple aux agents de la SNCB ou de la police de prendre leur pension avant

60 ans. Une carrière complète sera de 42 ans... Mais qui pourra avoir une carrière complète en commençant à travailler à 25 ans ou en ayant des années de chômage ?

Ces attaques sur nos conditions de vie sont décidées en même temps que 4 milliards de cadeaux fiscaux supplémentaires aux entreprises... voilà où trouver l'argent pour payer nos pensions !

Nouvelles normes comptables européennes :

un Partenariat Public-Privé... pour gruger les classes populaires

Selon les nouvelles règles de comptabilité publique des États membres de l'Union Européenne, les Partenariats Publics-Privés (PPP) doivent être pris en compte dans la colonne « dépense » des gouvernements. Ces PPP, conclus pour la construction d'infrastructures, comme le tunnel de Cointes à Liège ou le nouveau Ring d'Anvers, mais aussi de bâtiments scolaires, de logements sociaux, sont une forme de financement du profit des grosses sociétés du Bâtiments-Travaux Public par l'État, où les pouvoirs publics se portent comme principaux garants et débiteurs devant les banques privées.

Mais jusqu'à présent, cette forme de subsides aux

capitalistes n'était pas comptabilisée dans le budget de l'État, et c'est ce qui vient de changer avec les nouvelles règles comptables européennes. Conséquence : la dette belge s'alourdit subitement de 18 milliards d'euros. Le prochain gouvernement en formation décide donc d'augmenter les mesures d'austérité supplémentaires de 1 milliard €, notamment par des baisses de dépenses sur les pensions ou un saut d'index...

Des économies qui ne seront pas perdues pour tout le monde puisqu'elles vont finir dans les coffres des actionnaires des banques, auprès desquelles le gouvernement devra emprunter davantage !

Quand Frank Vandenbroucke défend les appareils syndicaux

Dans un article d'opinion dans De Standaard, Frank Vandenbroucke, ex-ministre S.P.A., appelle le futur gouvernement et le patronat à continuer à discuter avec les appareils syndicaux. Réformer efficacement, explique-t-il, c'est plus facile quand il y a consensus... c'est-à-dire quand les appareils syndicaux sont eux-mêmes convaincus des réformes et défendent par exemple eux-mêmes la nécessité de la compétitivité ou la baisse des coûts salariaux.

Un argument qui peut convaincre certains patrons, mais tous rêvent quand même de diminuer ce que leur coûte l'entretien des permanents, des délégués, les élections sociales...

Si le patronat a fini par faire une place aux appareils syndicaux, c'est bien de peur des luttes sociales. C'est avec elles qu'il faudra renouer, si on ne veut pas continuer à faire les frais de cette crise qui n'est pas la nôtre !

Faire entendre la voix des travailleurs (et pas seulement celle des appareils syndicaux)

Au congrès de la FGTB ce vendredi 3 octobre, il était beaucoup question de « vent de la colère », de « lutte », de « combat » et de « mobilisation ». Que derrière ce ton



Les responsables socialistes applaudissent au congrès de la FGTB

soudainement offensif, leur politique qui ne remet pas en cause les lois du monde patronal n'a pas changé dans le fond, cela se voit déjà dans le fait que les ministres et ex-ministres socialistes présents dans la salle les ont applaudis, pour retourner ensuite à leurs réunions où ils confectionnent un budget d'austérité pour les travailleurs de Wallonie...

Aujourd'hui les appareils syndicaux ont des raisons de craindre des attaques par ceux qui gouvernent contre leurs places dans les rouages de l'État et de la sécurité sociale.

Alors si les syndicats se mettaient à mobiliser, ce serait avant tout pour défendre leurs intérêts. Mais les travailleurs auraient bien raison de mettre à profit une telle occasion pour y faire entendre leurs propres raisons de colère et leurs propres objectifs à imposer, notamment pour empêcher les licenciements et mettre un halte-là à l'aggravation de l'exploitation.

Des étudiants en colère

Vendredi, 3 octobre, 2000 étudiants des universités et écoles supérieures flamandes ont manifesté à Bruxelles contre l'augmentation des frais d'inscription dans les universités et écoles supérieures décidée par le gouvernement flamand.

Les étudiants ont bien raison d'être en colère contre cette mesure qui ferme l'accès aux études à bien d'entre eux. Il faut espérer qu'ils seront rejoints par d'autres, y compris de l'autre côté de la frontière linguistique. Car c'est avec l'avenir des jeunes que les capitalistes ont joué en bourse !



Un enseignement de qualité pour tous

Aéroport de Charleroi : La colère n'est pas partie en vacances

Le personnel de l'aéroport subit une exploitation de plus en plus effrénée.

Les agents de sécurité par exemple. Le contrat pour le service de gardiennage qui s'occupe entre autres du contrôle des voyageurs, est passé en octobre 2013 de la firme Securitas à la firme G4S qui proposait le même service moins cher. Depuis lors, ce ne sont plus que 4 lignes au lieu de 8 qui sont ouvertes pour contrôler les voyageurs et leurs bagages, jusqu'à 5 000 par jour, en période de vacances. Les travailleurs ne sont plus que 300 au lieu de 375. Alors il arrive fréquemment qu'ils ne soient qu'à 8 au lieu de 11 par ligne pour contrôler jusqu'à 3 passagers par minute... Et peu importe si les files s'allongent et que les voyageurs s'impatientent.

Avec Securitas, le personnel de contrôle faisait souvent des heures supplémentaires. Aujourd'hui, avec seulement 4 lignes ouvertes, il connaît souvent des périodes de chômage économique : 8 mois en 2014 : « Quand on travaille, on court deux fois plus vite qu'avant, mais après, on est à la maison et on perd de l'argent ». Voilà comment les grands fonds d'investissement et les banques (dont JP Morgan) qui constituent l'actionnariat de G4S font un maximum de profit sur le dos des travailleurs et de la caisse de chômage.

Cette aggravation de l'exploitation va de pair avec un comportement répressif et méprisant de l'encadrement, la phrase préférée de la manager étant « si ça ne vous plaît pas, la porte est là. » Les pauses repas prises en

commun ont été supprimées et il faut prendre sa pause à tour de rôle.

En plus des raisons de rentabilité, la manager craignait visiblement que les travailleurs profitent de la pause pour discuter ensemble... Mais on discute quand même, et c'est ainsi que les travailleurs de G4S ont appris par les collègues d'autres services de l'aéroport qu'ils avaient droit à une petite prime de productivité, si le nombre de voyageurs dépasse un certain seuil. Renseignement pris, l'exploitant de l'aéroport BSCA verse une telle prime aussi à G4S, mais les travailleurs n'en voient pas la couleur !

Un préavis de grève a été déposé à la veille de la période des vacances, mais la délégation syndicale l'a retiré quand la manager a accepté quelques revendications mineures qui ne coûtent rien à la direction.

Chez G4S, comme chez d'autres sous-traitants à l'aéroport, de plus en plus de travailleurs ont le sentiment qu'il serait temps de se faire entendre.



Audi / VW - Forest

Contrôler les voleurs

Avec la nouvelle entrée principale, nous avons maintenant des tourniquets pour entrer et sortir. Et tous les x passages, il y a un contrôle du sac, histoire de ne pas pouvoir sortir un volant d'A1 entre ses boîtes à tartines ?

La direction nous stigmatise comme des voleurs. Mais qui a volé 4 heures de salaire hebdomadaire à chacun d'entre nous lors de la restructuration de 2006, des RT, des années de pension et détourné nos augmentations de salaire ?

Les voleurs de ce butin ne passeront pas aux tourniquets...

Durobor - Soignies

Des choix responsables

Si le nouveau four de 15 millions €, intégralement payés par la Région Wallone, n'a pas été irrémédiablement endommagé par la coupure de courant intervenue il y a deux semaines, ce n'est pas grâce aux groupes électrogènes de secours. Il n'y en a pas. Le pire a été évité par les initiatives des ouvriers qui ont réussi à mettre le four en sécurité avec les moyens du bord. Comme d'habitude, les travailleurs se montrent les seuls responsables de leur outil de travail. Il est vrai que comme les nouveaux « patrons » n'ont rien investi, il ne s'agit pas de leur argent.

A Durobor comme ailleurs, il serait nécessaire que les travailleurs imposent leur contrôle sur le fonctionnement de leur entreprise et qu'ils décident, par exemple, ce qui est une priorité : un groupe électrogène ou un nouvelle voiture de société pour la direction ? Les dividendes, ou le maintien des emplois et des salaires ?

Certifiés Coke

Pour la signature d'un contrat avec Coca-Cola, des enquêteurs sont venus vérifier le bien-être des travailleurs de Durobor. Nos salaires baissés de 19 %, nos conditions de travail dégradées, ne les ont apparemment pas fait tiquer. On sait à présent à quoi s'en tenir au sujet de ces entreprises, comme Coca-Cola, qui agitent un label « entreprise socialement responsable ».

Les marchands d'illusions nationalistes

« Les Ecossais ont choisi », pouvait-on lire et entendre partout, au lendemain du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse qui s'est terminé par une courte majorité de 55,4% de « non ».

Mais quel choix avaient vraiment les Ecossais, et surtout les travailleurs d'Ecosse ?

Contrairement à ce que faisaient croire les nationalistes écossais, même indépendante, la petite Ecosse et ses 5,3 millions d'habitants seraient restés dépendants des capitalistes, qu'ils soient britanniques, américains ou européens.

Et ce n'est pas l'indépendance de l'Ecosse qui aurait pu mettre sa population laborieuse à l'abri de la rapacité des banquiers et capitalistes déterminés à leur faire payer leur crise par les licenciements et les programmes d'austérité.

Mais cela n'empêchait pas les nationalistes écossais de prétendre qu'une fois indépendante, l'Ecosse aurait eu un PIB par habitant comparable à celui de la Suisse. L'Ecosse serait ainsi devenue une sorte de Koweït à l'europpenne, grâce à son pétrole !

Depuis qu'il a pris la tête des institutions écossaises, en 2007, le parti nationaliste écossais (SNP) a pris des mesures populaires, mais pas trop coûteuses, à court terme, destinées à séduire la population laborieuse. Ainsi, contrairement à l'Angleterre, les médicaments sont gratuits en Ecosse, de même que les soins à domicile pour les personnes âgées et handicapées. Et les universités en Ecosse n'exigent pas les droits d'inscription exorbitants que les

universités anglaises ont introduits en 2011 (minimum 7500 €/an).

Nous connaissons cette politique. En Flandre, il y a eu le « jobkorting », cette petite réduction fiscale pour les travailleurs en Flandre, l'assurance de soins flamande, ou la promesse d'allocations familiales plus élevées pour les parents flamands. Mais à l'instar de ce qui se passe en Flandre, ces opérations de séduction risquent de vite s'effacer pour laisser place à la véritable politique des nationalistes. Car ce qu'ils prêchent, tout comme les autres partis, ce sont les cadeaux au patronat.

Ainsi, le SNP veut réduire les impôts pour les entreprises et faire de l'Ecosse un pôle d'attraction pour les investisseurs étrangers avec de nombreux avantages fiscaux à la clé pour les financiers et patrons qui voudraient s'installer en Ecosse.

En termes d'emplois, cela n'apportera pas plus qu'ici, mais les travailleurs recevront la note. Car il faut bien que quelqu'un paye. Et comme ce ne seront pas les patrons, ce seront les travailleurs.

Il est difficile de dire à quel point les travailleurs écossais qui ont voté pour l'indépendance sont séduits par les mirages des marchands d'illusions nationalistes. Mais ce qui est certain, c'est que le vote pour l'indépendance a été pour beaucoup un vote contre le gouvernement de Londres. Celui-ci impose depuis des années sa politique antisociale et anti-ouvrière aux travailleurs de toute la Grande-Bretagne. Et bien des jeunes ont certainement plus voté

contre les droits d'inscription exorbitants décidés par Londres et qui condamnent les étudiants issus des milieux populaires à s'endetter lourdement ou à renoncer aux études, que pour l'indépendance.

Mais c'est là que se situe le vrai enjeu et le vrai danger pour les travailleurs avec le regain des courants nationalistes. Car ce n'est pas sous les drapeaux nationalistes qu'ils peuvent défendre leurs intérêts, peu importe d'ailleurs que le drapeau soit écossais ou souverainiste britannique (contre la participation à l'Europe). Ce n'est pas en suscitant la création de nouvelles frontières dans cette Europe déjà trop morcelée qu'ils seront plus forts, mais au contraire en les abolissant pour permettre l'unité des travailleurs.

Car ce sont les travailleurs qui subissent la crise, les licenciements et l'austérité pour que soient préservés les profits des banques et entreprises, où qu'ils soient et peu importe la langue qu'ils parlent.

Partout, il y a des travailleurs qui pensent à juste titre que ce serait aux riches de payer, et pas aux travailleurs. Mais personne ne leur demandera leur avis sur cette question par un référendum. Faire payer les riches c'est une nécessité, mais il faudra des luttes communes, sous le drapeau internationaliste, pour l'imposer. C'est cette force de la classe ouvrière consciente de ses intérêts communs qui peut faire reculer les possédants qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs. Et c'est pour cette raison que pour les capitalistes, tous les nationalismes sont bons pour nous diviser.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même

La Banque mondiale a accordé pour l'année 2014 une prime de 94 000 dollars à son directeur financier... C'est vrai qu'avec un salaire annuel de 379 000 dollars net d'impôts, il devait avoir du mal à boucler ses fins de mois. D'autres bonus ont été accordés à au moins trois autres hauts responsables.

Les dirigeants de la Banque mondiale prétendent avoir pour mission de « vaincre la grande pauvreté ». On ne peut pas dire qu'ils aient été d'une grande efficacité... sauf en ce qui les concerne.

Un enseignement Ryanair ?

Une des idées sur la table de la ministre flamande de l'enseignement, Hilde Crevits (CD&V), est celle de faire travailler les profs une heure de plus par semaine pour le même salaire.

Les classes remplies à ras le bord, des profs sous contrat précaire et au bord du burnout, et du mazout pour traverser la moitié de l'hiver, c'est ce qu'on connaît déjà dans l'enseignement francophone où les économies continuent également.

Crevits et Milquet disent que l'enseignement leur tient à cœur. Celui de Michael O'Leary ?

Quand l'église veut être « moderne »

Le pape avait convoqué une « synode sur la famille » ce week-end à Rome.

Des vieillards qui se baladent en robe en public et vivent ensemble entre hommes se réunissent dans un bâtiment sombre pour se pencher sur la question, si après un divorce on peut encore manger la chair de Jésus...

Ce n'est pas le scénario d'un film d'horreur, ça se passe vraiment !

Ils ne se délocalisent pas

Le nombre de milliardaires n'a jamais été aussi élevé qu'en 2014 : 2 325 personnes possèdent ensemble 7 300 milliards \$. Le nombre et la fortune de ces ultra riches progresse en Asie et en Amérique mais... c'est en Europe que leur nombre est le plus élevé, et que leur fortune augmente le plus vite. Dit autrement, c'est en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et en Belgique que vivent ceux qui profitent du travail de centaines de millions d'ouvriers sur les cinq continents. C'est donc en Europe qu'il faut les prendre au collet !



La maison Boël n'est pas à Bali !

Entreprise cherche Journalier pour stabiliser ses bénéfices

De plus en plus d'intérimaires se voient proposer des contrats « à la journée ». D'après les chiffres de l'ONSS publiés par la FGTB, sur les 11 millions de contrats intérimaires signés en 2013, 60% étaient des contrats à la journée.

Autre aspect de cette précarité : 11 000 intérimaires ont eu à signer plus de cent contrats de travail différents au cours de cette même année.

Cette précarité ne résulte pas des fluctuations de l'économie : c'est la plupart du temps une gestion volontaire de la main-d'œuvre pour faire suer des profits dans des grands groupes qui versent des dividendes élevés à leurs actionnaires.

Une maladie de la productivité

Alors que le gouvernement wallon a annoncé qu'un seul agent sera remplacé sur 5 départs, contre 1 sur trois jusqu'à présent, 336 burn-out ont été recensés dans l'administration wallonne depuis 2013.

Pas besoin d'être médecin pour faire le lien : toujours plus de travail, avec toujours moins de travailleurs, voilà la recette du burn-out.

La seule thérapie

Le nombre de tranquillisants, d'hypnotiques et de somnifères prescrits en Belgique a encore grimpé cette année de près de 4%.

Contre les cadences qui augmentent, le stress du boulot, le stress du chômage... on nous prescrit des médicaments pour tenir le coup. Mais pour guérir une bonne fois, seules de grandes luttes sociales pour répartir le travail entre tous sans diminution de salaire seront efficaces !

